



## Rebonds

### L'éditorialiste en monde clos

JEAN-FRANÇOIS KAHN

QUOTIDIEN : lundi 14 avril 2008

Le Président a changé. Tout prouve le contraire, mais pratiquement tous les commentateurs du médialand l'ont seriné d'une seule voix. Déconnection... *Libération* a pratiquement été le seul média à ne pas expliquer, au lendemain du premier tour des élections municipales, que Sarkozy avait échappé au vote sanction annoncé et à noter que le Modem, malgré ses surréalistes cahotements, avait obtenu en moyenne 15,7 % des suffrages, là où il se présentait, et non 3,5 % comme diffusé en boucle sur toutes les ondes. Or ces deux contre informations étaient justement celles que l'Elysée avait demandées, par SMS, de mettre en relief.

On notera, d'ailleurs, que d'autres enseignements particulièrement importants de ce scrutin municipal - les scores, parfois spectaculaires, de l'extrême gauche là où elle a présenté des listes ouvertes, l'échec impressionnant, dans les grandes villes, des maires centristes ralliés à la droite sarkozienne (Strasbourg, Amiens, Toulouse, Rouen, Caen, Saint-Etienne, etc.), les bons et parfois très bons résultats obtenus par les maires de droite non identifiables au pouvoir en place (Dupont-Aignan, 80 % dans une ex-ville communiste ou Jean-Christophe Lagarde, signataires de l'Appel à la vigilance républicaine, 70 % à Drancy), et, surtout, le contraste entre l'ampleur du basculement des classes moyennes dans l'opposition et la réserve de l'électorat populaire qui a généralement préféré l'abstention à la gauche socialiste -, que ces utiles indicateurs-là, donc, ont été totalement occultés par la plupart des commentateurs.

Tant de signes parmi beaucoup d'autres. Mais on pourrait, aussi bien, relever que l'extravagant discours du chef de l'Etat devant la Chambre des communes (un rejet en creux des spécificités de son propre pays, dont aucun mérite ne fut évoqué, à travers un éloge si hyperbolique et dégoulinant du pays d'accueil et de son modèle que cela choqua la presse anglaise elle-même), ou que l'annonce, en rupture avec presque cinquante ans d'indépendantisme gaullien, d'un sur engagement militaire, lourd de conséquences, en Afghanistan, sans aucune concertation ni information parlementaire préalable, deux postures presque sans précédent dans un pays démocratique, n'ont, dans un premier temps, provoqué aucune réaction critique de la part des éditorialistes ou chroniqueurs des grands médias parlés, télévisés ou écrits, nationaux ou régionaux.

On sait quelle défiance il en résulte de la part d'une opinion, dont le fossé qui la sépare du pouvoir médiatique ne cesse de se creuser. On ne peut plus, aujourd'hui, être confrontés à des usagers réels ou potentiels de l'information sans être submergés par des remarques acerbes ou fatalistes concernant une hypothétique censure ou autocensure, les pressions supposées du pouvoir ou les troubles manipulations auxquelles se livreraient ses serviteurs...ou contempteurs. Or, pour l'essentiel, il ne s'agit nullement de cela (la phase de complaisance lamentablement courtisane à l'égard de Nicolas Sarkozy paraît être dépassée), mais d'une tendance de plus en plus affirmée d'éditorialistes et de commentateurs trop professionnalisés ainsi que de journalistes trop spécifiquement politiques, à s'aligner les uns sur les autres pour définir une manière de «ligne juste», d'autant plus juste qu'elle devient dominante, qui, vue de l'extérieur, ressemble fort à la ligne de leur parti.

Pourquoi ? Non pas, à quelque spectaculaire exception près, parce qu'un pouvoir quelconque, politique ou financier, donnerait des consignes, ni même (du moins dans la plupart des cas) parce qu'il y aurait intégration, voire même infusion d'une incontournable «pensée unique», mais parce que les mondes de l'éditorialiste ou du commentateur exclusif, comme celui du journaliste purement politique, tendent à devenir des mondes clos, prisonniers de leur propre cocon, ce qui induit l'unicité de leur sonorisation interne. L'entre soi produit nécessairement sa propre musique, exactement comme les slogans s'uniformisent en s'alignant sur le slogan dominant en cours de manifestation. D'où la nécessité - et même l'urgence -, particulièrement en cette période de commémoration soixante-huitarde, de sortir de la situation anachronique et néoféodale qui continue de caractériser toute organisation de type médiatique. Est-il sain qu'on puisse, pendant des décennies, être exclusivement éditorialiste ou commentateur, ou journaliste spécifiquement politique, immergé dans le seul bain «ministéroparlementaire», sans confrontation avec d'autres réalités sociales ou humaines ? Ou qu'on puisse mener toute une carrière comme «chef», c'est-à-dire journaliste de bureau, sans jamais se coltiner la réalité dite de terrain ? Monsieur Nicolas Beytout, par exemple, a-t-il jamais été autre chose que décideur par transmission héréditaire, a-t-il jamais couvert une grève, un fait-divers, une guerre civile, un drame humanitaire ?

Je connais telle excellente et sympathique rédactrice d'un journal dominical qui, depuis trente ans, n'officie que cette fort étroite spécialité du journalisme politique, jusqu'à devenir l'émanation du milieu dans lequel elle baigne ; et, depuis plus de trois décennies, j'entends évoquer à la radio les opinions, forcément de plus en plus conformes, du même

éditorialiste d'un quotidien nordiste qui ne s'adonne, à l'évidence, à aucun autre genre. Est-ce raisonnable ? Et un rubricard financier, aussi expert soit-il, pourra-t-il prendre acte des différentes composantes d'une réalité, dût-elle *in fine* prendre une forme financière, si jamais il n'a l'occasion de vivre un conflit du travail ou une tragédie sociétale ? Pourquoi un analyste aussi intelligent, cultivé, expérimenté, informé qu'Alain Duhamel se trompe-t-il si souvent, sinon parce qu'il n'a pas l'occasion, ou pas assez, de sortir de la bulle qu'il explore pourtant et, depuis si longtemps, avec tant de lucidité ? Un principe devrait être établi selon lequel tout journaliste de bureau, grand chef ou sous-petit chef, devrait, au moins trois fois par an, retourner sur le terrain (et pourquoi pas à la base parfois) et tout journaliste politique, éditorialiste, commentateur et expert économique et financier s'investir trois fois par an dans un conflit social, un dossier d'investigation, une affaire glauque (parce que c'est la vie aussi), une crise extérieure ou un drame humain.

Aujourd'hui retiré de la profession, j'ai dirigé des journaux et des rédactions pendant vingt-cinq ans. J'ai tenté, le plus souvent sans succès, de faire avancer les quelques idées que j'exprime ici. Mais, compte tenu de la violence de la crise de confiance qui traverse la presse, je suis convaincu que, désormais, le temps est venu.

<http://www.liberation.fr/rebonds/320990.FR.php>

© Libération